



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 05 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RR IWS MINERALS FR - site de SEDA à Chenillé Champteussé

ALTIPLANO
4 place de la Pyramide
92800 Puteaux

Références : EC-2026-84-INSP-SEDA-Chenillé Champteussé-RAP

Code AIOT : 0100001093

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2026 dans l'établissement SUEZ RR IWS MINERALS FR - site de SEDA implanté Route de Sceaux - CD 191 Champteussé sur Baconne 49220 Chenillé-Champteussé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan de contrôle annuel de visites. L'action nationale visant à réduire les fuites de gaz à effet de serre est abordée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RR IWS MINERALS FR - site de SEDA
- Route de Sceaux - CD 191 Champteussé sur Baconne 49220 Chenillé-Champteussé
- Code AIOT : 0100001093
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société SEDA (Société d'Exploitation de la Décharge Angevine) est autorisée à exploiter à Chenillé-Champteussé les installations suivantes :

- une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de capacité 20 000 t/an dont l'exploitation est prolongée jusqu'au 31 décembre 2026 ;
- une installation de stockage de déchets dangereux (ISDD) de capacité 55 000 t/an dont la fin d'exploitation est prévue fin 2029 ;

- une unité de solidification-stabilisation de déchets dangereux de capacité 30 000 t/an ;
- un ancien centre de stockage de déchets non dangereux et dangereux réaménagé en post-exploitation.

Un dossier de demande d'autorisation, portant en particulier sur une extension des installations de stockage de déchets dangereux à 110 000 t/an, et de déchets non dangereux (diminution progressive de la capacité autorisée de 90 000 t/ an en 2026 à 50 000 t/an à partir de 2031), est en fin d'instruction.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2026 sur les fuites de gaz à effet de serre sur les ISDND
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Actions nationales 2026	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12	Sans objet
2	Dépression du réseau de collecte du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21	Sans objet
3	Programme de contrôle et de maintenance des installations de valorisation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21	Sans objet
4	Cartographie des émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21	Sans objet
5	Programme de détection et de réparation des fuites	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21	Sans objet
6	Bilan énergétique : étude technico-économique	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées constate que le processus de valorisation du biogaz est bien maîtrisé et tracé par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Actions nationales 2026

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12
Thème(s) : Actions nationales 2026, AN26 Fuites GES ISDND
Prescription contrôlée : I. - L'installation est équipée d'un dispositif de collecte des effluents gazeux de manière à limiter les émissions diffuses issues de la dégradation des déchets. Le réseau de collecte du biogaz est raccordé à un dispositif de mesure de la quantité totale de biogaz capté. Le biogaz capté est prioritairement dirigé vers un dispositif de valorisation puis, le cas échéant, d'élimination par combustion.
Constats : L'installation est équipée d'un dispositif de collecte des effluents gazeux. Le réseau de collecte du biogaz est raccordé à un dispositif de mesure de la quantité totale de biogaz capté. Les

installations sont reliées à deux moteurs qui peuvent fonctionner alternativement pour une valorisation en électricité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dépression du réseau de collecte du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21

Thème(s) : Actions nationales 2026, AN26 Fuites GES ISDND

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant réalise, chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz.

Il dispose en permanence sur le site des moyens de contrôle portatifs permettant la mesure de la dépression de puits de collecte de biogaz..

Les résultats des contrôles précités sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

Constats :

Le contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz est réalisé hebdomadairement et mensuellement. Des réglages sont mis en œuvre après chaque contrôle. La qualité des gaz et la dépression sont suivies, reportées et tracées. Les gaz suivis sont les suivants : CH₄, O₂, CO₂, CO et H₂S.

Une campagne mensuelle de la qualité des gaz est mise en œuvre. Le site dispose de 64 puits de captage du biogaz.

Les points de contrôle sont les suivants :

- a) Entrée moteur
- b) Entrée torchère
- c) Entrée et sortie cuves de traitement du H₂S
- d) 2 piquages des deux coté du « T » qui amène le gaz au moteur
- e) 1 piquage face aux bassins de lixiviat
- f) 1 piquage devant la grange

L'exploitant dispose de deux appareils portatifs pour la mesure de la qualité des gaz et d'un dépressiomètre portatif.

Les résultats des contrôles sont reportés dans les bilans trimestriels et le bilan annuel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Programme de contrôle et de maintenance des installations de valorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21
Thème(s) : Actions nationales 2026, AN26 Fuites GES ISDND
Prescription contrôlée : II. - L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils de mesure ainsi que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure. Le délai entre deux vérifications d'un même dispositif est précisé dans l'arrêté préfectoral. Les résultats des contrôles et les relevés réalisés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois. Constats : L'exploitant présente son programme de contrôle général qui comprend l'ensemble des actions à réaliser. Ce plan de contrôle intègre le suivi des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés (mode opératoire "réglages réseau biogaz SEDA.MOP.EXPL.006). Un contrôle de l'installation de valorisation et de destruction du biogaz est effectué quotidiennement (odeurs, bruit, H ₂ S, détection de fuite). Un analyseur fixe contrôle la qualité du biogaz en amont des moteurs. Une détection de fuite est réalisée au niveau du moteur ; ce dernier se coupe en cas de détection. L'exploitant déclare ne pas avoir déploré de coupures moteurs ces dernières années suite à des fuites de gaz. Il garde à l'esprit, qu'en cas de coupures moteurs dues à des fuites, ces informations seraient mentionnées dans le rapport annuel d'activité. Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Cartographie des émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21
Thème(s) : Actions nationales 2026, AN26 Fuites GES ISDND
Prescription contrôlée : IV. - Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant de toute installation recevant des déchets biodégradables réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place. Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au

plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.

Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.

Constats :

Une cartographie des émissions diffuses a été réalisée en 2024. Des mesures CH₄ et H₂S à l'intérieur et à l'extérieur du site ont été réalisées.

La zone d'exploitation ainsi que le casier en cours de réaménagement au sud de celle-ci étaient les deux sources les plus émettrices de méthane. Un unique point chaud ([CH₄] > 100 ppm) en dehors de ces zones a été relevé, situé sur le casier réaménagé à l'ouest du site.

Au niveau des casiers réaménagés ainsi qu'à l'extérieur du site, des concentrations très faibles de H₂S ont été mesurées, comprises entre 0 et 20 ppb, ainsi inférieures au seuil de perception du composé pour l'être humain. Une production plus significative de H₂S a été relevée au niveau du casier en exploitation et de la zone en cours de réaménagement. Les points chauds étaient localisés à des endroits similaires aux fuites de biogaz identifiées. Le seuil de saturation (1 000 ppb) a été atteint au niveau de certaines sources, traduisant ainsi une concentration significative pouvant être responsables d'odeurs.

Les conclusions de l'étude sont les suivantes :

- les concentrations mesurées à l'intérieur du site et sous le vent indiquent que l'émission du site est relativement faible ;
- L'émission est concentrée au niveau de la zone en exploitation (casier en remplissage et flancs limitrophes) ainsi qu'au niveau de la couverture temporaire ;
- un unique point chaud (concentration > 100 ppm) a été détecté sur le casier réaménagé, localisé au niveau d'un puits non étanche ;
- des concentrations significatives de H₂S ont été relevées au niveau du casier en exploitation, pouvant ainsi être responsable de gêne olfactive. Cependant, aucune concentration supérieure au seuil de perception n'a été mesurée à l'extérieur du site ;
- sur la base des résultats obtenus, une quantification des émissions du site de stockage de déchet peut être réalisée, pouvant permettre ainsi de connaître le flux de biogaz émis en Nm³/h à 50 % CH₄ au jour de la mesure.

Suite à cette campagne, l'exploitant a dressé un plan d'actions pour chaque typologie d'émissions gazeuses :

- ajustement des pentes du réseau ;
- remplacement de tuyaux souples ;
- mise en place d'une connexion provisoire au réseau ;
- ajout de puits de captage de biogaz.

L'exploitant a programmé une nouvelle étude en 2026. L'exploitant souhaite réaliser la campagne 2026 en août ou septembre selon les disponibilités de son prestataire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Programme de détection et de réparation des fuites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21
Thème(s) : Actions nationales 2026, AN26 Fuites GES ISDND
Prescription contrôlée : V. - L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.
Constats : Un programme de détection et de réparation des fuites est établi pour le réseau et dans le local abritant les moteurs. Les salariés disposent d'un appareil portatif et d'un capteur sur eux (le capteur est programmé avec deux niveaux d'alarme). L'exploitant réalise un compte-rendu après chaque intervention. Les mesures de détections de fuite dans les locaux abritant les moteurs sont permanents ; les centrales de détection gaz sont vérifiées chaque année (cf rapport de contrôle n°20250703DR02 du 03/07/2025). Les contrôles des équipements extérieurs en amont des moteurs sont réalisés a minima mensuellement lors des rondes réalisées par les opérateurs pour effectuer les mesures sur le réseau d'alimentation en biogaz.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Bilan énergétique : étude technico-économique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter
Thème(s) : Actions nationales 2026, AN26 Fuites GES ISDND
Prescription contrôlée : Le bilan énergétique annuel réalisé au titre de l'année 2023 comprend également une étude technico-économique et environnementale sur l'opportunité de valoriser le biogaz capté dans les casiers de l'installation, à l'exclusion du cas où elle est exclusivement équipée de casiers dédiés aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, de casiers dont la période de post exploitation s'est achevée ou de casiers ne produisant pas de biogaz.
Constats : L'étude technico-économique n'est pas nécessaire du fait que les installations sont d'ores et déjà raccordées pour valoriser le biogaz.
Type de suites proposées : Sans suite